

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/300

G/SCM/W/308

29 février 1996

(96-0741)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR L'AUSTRALIE¹, LE CANADA², LES
COMMUNAUTES EUROPEENNES³, HONG KONG⁴, L'INDE⁵, LE JAPON⁶
LA COREE⁷, SINGAPOUR⁸ ET LES ETATS-UNIS⁹ AU SUJET DE LA
NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS
DE LA THAILANDE¹⁰

La Mission permanente de la Thaïlande a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 20 février 1996.

Questions générales

(Corée - Question 1, Hong Kong - Question 1, CE - Question 7, CE (Suppl. 1) - Question 1)

Réponse

En ce qui concerne le statut actuel de cette notification et son remplacement futur, le texte qu'avait présenté la Thaïlande à l'OMC a été publié au Journal officiel le 8 octobre 1991, soit avant la fin des négociations du Cycle d'Uruguay sur l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Cette notification se voulait temporaire et visait à renseigner de façon générale les autorités administratives concernées sur les critères et modalités d'imposition de droits spéciaux à l'égard des importations subventionnées ou des produits importés à des prix inéquitables.

¹G/ADP/W/216-G/SCM/W/226.

²G/ADP/W/212-G/SCM/W/222.

³G/ADP/W/159-G/SCM/W/166 et Suppl. 1.

⁴G/ADP/W/185-G/SCM/W/192.

⁵G/ADP/W/239-G/SCM/W/249.

⁶G/ADP/W/162-G/SCM/W/169.

⁷G/ADP/W/173-G/SCM/W/180.

⁸G/ADP/W/236-G/SCM/W/246.

⁹G/ADP/W/214-G/SCM/W/224.

¹⁰G/ADP/N/1/THA/2-G/SCM/N/1/THA/2 et Corr. 1.

Après la fin des négociations du Cycle d'Uruguay, le gouvernement thaïlandais a ratifié l'Accord de l'OMC le 28 décembre 1994, ce qui signifie que la Thaïlande s'est désormais pleinement engagée à exercer les droits et respecter les obligations découlant de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions. La décision rendue par le Cabinet le 9 novembre 1994 a en outre donné pour instruction aux autorités administratives compétentes de tenir compte des obligations au titre des Accords de l'OMC. Si les dispositions contenues dans la notification sont en contradiction ou sont incompatibles avec les Accords, les autorités administratives feront tout ce qui est en leur pouvoir pour les mettre en conformité avec les engagements internationaux pris par le pays. La législation thaïlandaise actuelle (la Loi sur les exportations et les importations B.E. 2522) est suffisamment souple pour permettre aux autorités administratives de s'acquitter de leurs obligations internationales.

Par la même occasion, des mesures ont été prises pour remplacer la notification actuelle par une nouvelle loi qui renfermera des dispositions pleinement conformes à l'Accord antidumping et à l'Accord sur les subventions. Le projet de loi est actuellement à l'étude au Conseil juridique et sera soumis au Cabinet et au Parlement pour approbation par ces deux instances. La nouvelle loi pourrait entrer en vigueur d'ici à la fin de 1996.

Quel est le statut juridique de l'Accord antidumping de l'OMC en Thaïlande? A-t-il force de loi? Si une disposition de la législation nationale est en contradiction avec l'Accord, quel est le texte qui prévaut?

Réponse

L'Accord antidumping de l'OMC constitue l'engagement international que la Thaïlande a pris et qu'elle doit, en tant qu'Etat, honorer. Cependant, cet accord n'aura force de loi en Thaïlande que lorsqu'il aura été mis en application par une loi nationale. En cas de conflit entre la législation nationale et l'Accord, la première prévaudra.

Toutefois, la Thaïlande s'efforcera, autant que faire se peut, de respecter ses engagements internationaux, et prendra toutes les mesures possibles pour rendre sa législation nationale conforme à l'Accord.

Par ailleurs, le simple fait qu'une disposition d'une loi nationale soit incompatible avec l'Accord ne veut pas dire en soi qu'un pays viole un engagement international, tant que ce pays s'acquitte de ses obligations internationales.

Les autorités antidumping thaïlandaises sont-elles tenues, juridiquement ou autrement, de respecter les dispositions de l'Accord antidumping au cours d'une procédure antidumping, ou de se référer à cet accord, par exemple pour interpréter la législation nationale?

Réponse

Etant donné que l'Accord antidumping représente un engagement international pris par la Thaïlande, les autorités antidumping thaïlandaises, qui sont les mandataires des instances dirigeantes, doivent naturellement interpréter les lois nationales pertinentes dans le sens des engagements internationaux du pays. Cette exigence découle de la reconnaissance de la responsabilité de la Thaïlande en tant qu'Etat par ses propres autorités.

Subventions (article 3.5)

Définition d'une subvention

(CE - Question 1, Canada - Question 4 a), 4 c), Australie - Question 4)

Réponse

La notification ne définit pas à proprement parler ce qu'est une subvention, mais précise, à l'article 3.5, que l'expression générale "importations subventionnées" s'entend des produits importés en Thaïlande qui ont fait l'objet de subventions accordées à la production, à l'exportation ou au transport par le pays producteur ou par le pays exportateur, directement ou indirectement. Le Comité d'examen interprète le mot "subvention" en conformité avec l'Accord sur les subventions. Par exemple, il l'interprète de façon à exclure les programmes ne donnant pas lieu à des droits compensateurs. Dans l'éventualité où l'article 3.5 de la notification serait en contradiction avec l'interprétation de l'Accord sur les subventions, le Comité devrait interpréter le mot "subvention" conformément à la définition qui en est donnée dans l'Accord.

La nouvelle législation contiendra une définition du mot "subvention" qui sera conforme à l'article premier de l'Accord sur les subventions.

Montant d'une subvention

(CE - Question 2, Australie - Question 4)

Réponse

Pour calculer le montant de la subvention, le Comité s'appuiera sur l'article 14 de l'Accord sur les subventions. Par conséquent, le calcul sera effectué sur la base de l'"avantage conféré au bénéficiaire".

Spécificité

(Canada - Question 4 b), CE - Question 3)

Réponse

Au moment où la notification a été rédigée, en 1991, les négociations du Cycle d'Uruguay n'avaient pas encore débouché sur un accord concernant la "spécificité". Par conséquent, l'article 3.5 de la notification n'inclut pas explicitement cette notion dans la définition d'une subvention. Toutefois, puisque la Thaïlande s'est engagée à appliquer l'Accord sur les subventions, le Comité examinera aussi la prescription relative à la spécificité.

De plus, la nouvelle législation spécifiera qu'une subvention doit être "spécifique" pour être passible de droits compensateurs, et définira la "spécificité" d'une manière conforme à l'article 2 de l'Accord sur les subventions.

Consultations avant une enquête

(CE - Question 4)

Réponse

Même si la notification ne prévoit pas explicitement la possibilité de tenir des consultations avant l'ouverture d'une enquête en matière de droits compensateurs, dans la pratique, le Comité offre toujours cette possibilité aux Membres intéressés, dans le but de clarifier diverses questions se rapportant à l'enquête.

La nouvelle législation donnera explicitement aux Membres intéressés la possibilité de tenir des consultations avant et pendant une enquête, conformément à l'article 13 de l'Accord sur les subventions. Elle permettra également aux Membres dont les produits font l'objet de l'enquête d'avoir accès aux éléments de preuve non confidentiels.

Antidumping

Valeur normale (article 3.2)

(Corée - Question 2, Singapour - Question 3)

Réponse

Non, la Thaïlande n'a pas l'intention d'utiliser davantage le prix de vente d'un produit similaire sur le marché intérieur d'un pays tiers ou un prix construit par rapport à ce qu'autorisent les dispositions de l'Accord de l'OMC.

Cette disposition se justifie par le fait que nous ne pouvons écarter la possibilité que le prix soit affecté par un monopole de production ou par une intervention de l'Etat. Elle est également interprétée en conformité avec le paragraphe 2 de la note additionnelle relative à l'article VI (paragraphe premier) figurant à l'Annexe I du GATT de 1994.

La nouvelle législation en matière de droits antidumping et compensateurs de la Thaïlande contiendra des dispositions révisées applicables aux marchandises en provenance d'une économie "autre que de marché", c'est-à-dire une économie étrangère dans laquelle les autorités administratives exercent un monopole complet et substantiel sur le commerce et/ou dans laquelle les prix intérieurs sont fixés par l'Etat.

(CE (Suppl. 1) - Question 2, Australie - Question 1)

Réponse

L'article 3.2 3) de la notification devrait se lire comme suit: "Lorsque les exportateurs du pays d'origine ne produisent ni ne vendent de produit similaire sur le marché intérieur, la valeur normale est calculée comme indiqué à l'alinéa 2)".

Par conséquent, l'article 3.2 3) de la notification s'applique, par exemple, dans les cas où l'exportateur est une société de commerce dans le pays d'origine. Cette société peut avoir acheté les marchandises au producteur pour les exporter vers la Thaïlande. Toutefois, elle ne produit pas les

marchandises en question dans le pays d'origine. L'article 3.2 3) précise que le Comité peut néanmoins employer la méthode indiquée à l'article 3.2 2) pour calculer la valeur normale.

(CE (Suppl. 1) - Question 3, Singapour - Question 2)

Réponse

La raison pour laquelle l'article 3.2 4) ne fait aucune mention de la prescription selon laquelle les ventes doivent avoir été effectuées à des prix inférieurs aux coûts de production "sur une longue période" est que la notification de la Thaïlande a été annoncée avant la fin des négociations du Cycle d'Uruguay, et que nous avons donc laissé aux autorités administratives le soin d'interpréter l'expression "sur une longue période" à la lumière des résultats du Cycle d'Uruguay. A cet égard, le Comité interprétera normalement l'expression "sur une longue période" comme correspondant à une année mais en aucun cas à moins de six mois, conformément à la note de bas de page n° 4 de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping.

La nouvelle législation inclura expressément cette règle.

(CE (Suppl. 1) - Question 4)

Réponse

Dans la pratique, le Comité n'applique pas la dernière phrase de l'article 3.2 5) de la notification aux fins du calcul de la valeur normale parce que nous avons conscience qu'elle va au-delà du champ d'application des dispositions de l'Accord de l'OMC qui ont été formulées après la publication de la notification.

Cette dernière phrase ne figurera pas dans la nouvelle législation.

(CE (Suppl. 1) - Question 5, Australie - Question 2)

Réponse

Le Comité interprétera l'expression "passent par un pays intermédiaire" de l'article 3.2 6) de la notification comme signifiant que les produits entrent effectivement sur le marché d'un pays intermédiaire et sont ensuite exportés vers la Thaïlande, et l'expression "transitent simplement par un pays intermédiaire" comme signifiant que les produits passent simplement par un pays intermédiaire, peu importe le moyen de transport, transbordement compris. Le Comité entend interpréter cette disposition en conformité avec l'article 2.5 de l'Accord antidumping.

Pour répondre à la deuxième question de l'Australie: oui, l'expression "les importations passent par un pays intermédiaire" se réfère au "pays exportateur". L'expression "la valeur normale est construite sur la base du prix de vente" est interprétée comme signifiant que le calcul doit être fondé sur le prix de vente du produit similaire dans le pays intermédiaire.

(Singapour - Question 1)

Réponse

Pour le Comité, le terme "approprié" est compatible avec le sens du mot "représentatif" utilisé à l'article 2.2 de l'Accord antidumping. La nouvelle législation emploiera le mot "représentatif".

Prix à l'exportation (article 3.3)

(CE (Suppl. 1) - Question 6, Australie - Question 3)

Réponse

Pour le Comité, l'expression "[l]orsque le prix à l'exportation n'est pas fiable" veut dire la même chose que l'expression "... on ne peut se fonder sur le prix à l'exportation..." figurant à l'article 2.3 de l'Accord antidumping. Quant à l'expression "n'est pas [...] approprié", elle est censée prévoir les cas où le gouvernement thaïlandais détermine que le prix à l'exportation déclaré ne convient pas, pour une autre raison, à un calcul antidumping. Il peut s'agir du prix d'échantillons, de marchandises de qualité inférieure, etc.

Produit similaire (article 3.6)

(CE (Suppl. 1) - Question 7, Australie - Question 5)

Réponse

Cette disposition se justifie par le fait que nous essayons de tenir compte de l'utilisation, en plus des caractéristiques physiques, pour déterminer si le produit considéré peut être qualifié de "produit similaire".

Le Comité donnera de l'article 3.6 de la notification une interprétation se conciliant avec l'article 2.6 de l'Accord antidumping. La nouvelle législation contiendra la même définition du "produit similaire" que celle qui figure dans le texte de l'OMC.

Enquêtes antidumping et enquêtes sur les subventions

Définition de la branche de production nationale (article 3.7)

(Australie - Question 6)

Réponse

Oui, le Comité interprète l'expression "parts de marché importantes" comme ayant la même signification que l'expression "n'est pas satisfaite dans une mesure substantielle par les producteurs du produit en question situés dans d'autres parties du territoire". Cette interprétation se veut conforme à l'article 4.1 ii) b) de l'Accord antidumping.

Oui, l'expression "sont considérés" équivaut à "[doivent être] considérés". En pratique, le Comité se conformera aux articles 4.2 de l'Accord antidumping et 16.3 de l'Accord sur les subventions pour imposer des mesures antidumping ou compensatoires.

Situation de la branche de production nationale (articles 5.1, 5.3, 6.1)

(CE - Question 5, Corée - Question 3, Canada - Question 1)

Réponse

L'article 3.7 de la notification définit l'expression "branche de production nationale" conformément à l'article 4.1 de l'Accord antidumping et à l'article 16.1 et 16.2 de l'Accord sur les subventions. Le Comité prendra les mesures nécessaires pour déterminer dans quelle mesure la condition relative à la "proportion majeure" est remplie. Concrètement, il entend interpréter cette dernière expression d'une manière conforme aux deux accords.

La nouvelle législation contiendra des dispositions qui mettront en application les prescriptions en matière de représentativité de l'article 5.4 de l'Accord antidumping et de l'article 11.4 de l'Accord sur les subventions. A l'heure actuelle, comme le prévoit l'article 5.1 de la notification, il appartient normalement au Conseil du commerce ou au Conseil de l'industrie d'évaluer de façon préliminaire le bien-fondé d'une plainte.

Présentation et examen des plaintes (article 5.2)

(Australie - Question 7, Etats-Unis - Question 1)

Réponse

Le Comité interprète l'article 5.2 de la notification d'une manière conforme à l'article 11.2 de l'Accord sur les subventions et à l'article 5.2 de l'Accord antidumping. Plus précisément, le Comité ne jugera "utile" d'autoriser un plaignant "à ne pas communiquer certains renseignements visés de i) à iv)" que s'il estime que, comme c'est le cas dans une économie autre que de marché, les renseignements en question ne peuvent "raisonnablement être à la disposition" du plaignant.

La nouvelle législation disposera explicitement qu'une demande doit contenir les renseignements pouvant "raisonnablement être à la disposition" du requérant.

Enquête (article 6)

(CE (Suppl. 1) - Question 8)

Réponse

L'article 6.1 i) de la notification se réfère aux cas où le plaignant n'a pas été en mesure de fournir tous les renseignements indiqués à l'article 5.2 (parce que ceux-ci ne pouvaient "raisonnablement être à la disposition" du plaignant), mais où le Comité estime que l'information présentée donne matière à l'ouverture d'une enquête.

L'article 6.1 ii) se réfère aux cas où tous les renseignements exigés à l'article 5.2 de la notification ont été fournis et où le Comité estime que ces renseignements constituent "des éléments de preuve suffisants" pour ouvrir l'enquête.

En pratique, le Comité se fonde sur des "éléments de preuve suffisants" pour ouvrir l'enquête, en pleine conformité avec l'article 5.3 de l'Accord antidumping.

La nouvelle législation contiendra à cet égard le critère unique des "éléments de preuve suffisants pouvant raisonnablement être à la disposition du plaignant".

(CE (Suppl. 1) - Question 9)

Réponse

L'article 6.2.2 4) de la notification est interprété d'une manière compatible avec l'obligation que le gouvernement thaïlandais a au titre de l'article 12.2 de l'Accord antidumping de donner avis au public d'une détermination finale. Cette disposition ne limite pas la faculté que le Comité a d'informer les parties intéressées conformément à l'article 6.9 de l'Accord antidumping. En conséquence, le Comité entend adopter comme pratique de se conformer aux dispositions de l'article 6.9.

(Inde - Question 1)

Réponse

Le Comité interprète l'expression "parties en cause" d'une manière conforme aux obligations de la Thaïlande au titre de l'Accord sur les subventions et de l'Accord antidumping. En conséquence, le sens à donner à cette expression dans chaque section de la notification dépend des obligations qui incombent à la Thaïlande en matière d'information des parties intéressées aux termes des deux Accords.

(Inde - Question 2)

Réponse

Le Comité interprète l'article 6.2 2) d'une manière compatible avec les obligations qui lui incombent aux termes de l'Annexe II de l'Accord antidumping et de l'Annexe VI de l'Accord sur les subventions.

Possibilités de fournir des renseignements au cours de l'enquête (article 6)

(Canada - Question 7)

Réponse

La notification ne limite pas la faculté que les utilisateurs industriels ou les organisations de consommateurs ont de fournir des renseignements pertinents. Cette faculté sera maintenue dans la nouvelle législation.

Conditions relatives à la marge de dumping *de minimis* et au dommage négligeable (articles 6.2.1 2) et 6.2.2 3))

(CE - Question 6, Canada - Question 2, Corée - Question 4, Australie - Question 8, Inde - Question 3, Singapour - Question 4)

Réponse

Les articles 6.2.1 2) et 6.2.2 3) de la notification prévoient qu'il peut être mis fin à une enquête d'une manière qui est jugée compatible avec les dispositions relatives à la marge de dumping *de minimis* et au dommage négligeable énoncées à l'article 5.8 de l'Accord antidumping et aux articles 11.9 et

27.9 de l'Accord sur les subventions. La nouvelle législation contiendra des dispositions qui mettront explicitement en oeuvre ces dispositions.

Durée de l'enquête (article 6.6)

(Japon - Question 1, CE (Suppl. 1) - Question 10, Inde - Question 4, paragraphe 1)

Réponse

Le Comité interprète l'article 6.6 de la notification d'une manière compatible avec l'article 5.10 de l'Accord antidumping et l'article 11.1 de l'Accord sur les subventions. Aux termes de la loi thaïlandaise, les enquêtes ne peuvent pas durer plus de 18 mois. La nouvelle législation se conformera expressément aux dispositions des deux Accords. Plus précisément, elle disposera qu'une enquête en matière de droits antidumping ou compensateurs devra normalement être achevée au plus tard un an après son ouverture, et qu'une prolongation nécessaire ne devra pas en porter la durée à plus de 18 mois.

Détermination de l'existence d'un dommage (article 7)

(Canada - Question 3, CE (Suppl. 1) - Question 11 et également Australie - Question 9, Etats-Unis - Question 5)

Réponse

Le Comité interprète l'article 7 d'une manière compatible avec ses obligations envers l'OMC.

Les facteurs énumérés aux articles 7.1 et 7.2 de la notification ne constituent pas une liste exhaustive. Le Comité interprète les articles 7.1 et 7.2 comme une liste de facteurs à considérer mais qui ne limite pas sa faculté de considérer "d'autres facteurs économiques pertinents" et notamment ceux qui sont mentionnés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

La nouvelle législation inclura expressément les facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

Le Comité interprète l'article 6.2.2 3) de la notification d'une manière compatible avec l'article 3.5 de l'Accord antidumping. Cette disposition inclut expressément une prescription de "causalité". Le Comité utilise les facteurs et les considérations de l'article 3.5 pour définir ce qui constitue le critère de "causalité". La nouvelle législation incorporera expressément les critères énoncés à l'article 3.5 de l'Accord antidumping.

Le Comité interprète par ailleurs l'article 6.2.2 3) comme exigeant l'existence d'un "dommage important". Concrètement, le troisième paragraphe de cette disposition exige que le Comité décide s'il y a lieu d'imposer un droit spécial lorsque le dommage est "minimal". Le Comité estime que cela revient à dire qu'un droit spécial sera imposé uniquement si le dommage est "important".

La nouvelle législation contiendra explicitement le critère du "dommage important".

(Etats-Unis - Question 2, Etats-Unis - Question 7)

Réponse

Question 2. Le Comité interprète l'article 7.1 1) d'une manière compatible avec l'article 3.2 de l'Accord antidumping et l'article 15.2 de l'Accord sur les subventions. L'article 7.1 1) se borne à indiquer de façon générale le genre de facteurs à prendre en compte dans l'examen d'un dommage. Il ne fixe absolument pas le seuil à atteindre pour qu'on conclue à l'existence d'un dommage réel. A cet égard, la notification ne limite pas la faculté que le Comité a d'exiger que les conditions prévues par les Accords soient remplies pour qu'il y ait détermination positive.

Question 7. Le Comité interprète l'article 7.2 d'une manière compatible avec les prescriptions de l'article 3.7 i) de l'Accord antidumping et de l'article 13.7 ii) de l'Accord sur les subventions. En d'autres termes, la notification ordonne uniquement au Comité de prendre en compte les facteurs énumérés. En ce qui concerne la détermination de l'existence d'une menace de dommage, elle est toutefois muette quant aux critères à remplir. A cet égard, le Comité s'en remet au critère prévu à l'article 3.7 i) de l'Accord antidumping et à l'article 13.7 ii) de l'Accord sur les subventions.

(Etats-Unis - Question 3, Etats-Unis - Question 4)

Réponse

Question 3. Le Comité interprète l'expression "autres effets" figurant à l'article 7.1 2) comme exigeant une analyse des facteurs et indices économiques énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping et à l'article 15.4 de l'Accord sur les subventions.

La nouvelle législation inclura explicitement les facteurs et indices mentionnés dans les accords.

Question 4. L'importance de la marge de dumping est prise en compte lors de l'évaluation des "autres effets dus aux importations de produits à des prix inéquitables" (article 7.1 2) de la notification). Comme il est indiqué plus haut, le Comité interprète l'article 7.1 2) comme incluant les facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping, y compris la disposition relative à "l'importance de la marge de dumping".

(Etats-Unis - Question 6)

Réponse

Le Comité interprète l'article 6.2.2 3) de la notification d'une manière compatible avec l'article 3.7 de l'Accord antidumping et l'article 15.7 de l'Accord sur les subventions. Plus précisément, il interprète cette disposition comme exigeant que la détermination ... "se fonde [...] sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités" et que l'éventuel dumping "[soit] nettement prévu et imminent".

La nouvelle législation contiendra expressément ces conditions.

(Etats-Unis - Question 8)

Réponse

Les facteurs énumérés à l'article 7.2 de la notification ne sont pas exhaustifs. Ils doivent certes être pris en considération mais ne limitent pas la faculté que le Comité a de tenir compte "d'autres facteurs économiques pertinents". Pour déterminer l'existence d'une menace de dommage, le Comité a pris en compte les facteurs indiqués à l'article 3.7 ii) de l'Accord antidumping et à l'article 15.7 iii) de l'Accord sur les subventions.

La nouvelle législation contiendra expressément ces considérations.

(Etats-Unis - Question 9)

Réponse

Oui, de l'avis du Comité, l'article 7.2 4) est bel et bien conforme à l'article 3.7 iv) de l'Accord antidumping et à l'article 15.7 v) de l'Accord sur les subventions.

(Singapour - Question 5)

Réponse

Selon l'interprétation du Comité, l'article 7 ne permet pas l'évaluation cumulative des effets des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées.

Le Comité interprète l'expression "autres effets" figurant à l'article 7.1 2) comme supposant une analyse des facteurs et indices économiques énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping et à l'article 15.4 de l'Accord sur les subventions.

La nouvelle législation inclura explicitement les facteurs et indices mentionnés dans les accords.

Mesures provisoires (article 8.1)

(Corée - Question 5, Australie - Question 10, Inde - Question 4, paragraphe 2, Canada - Question 5)

Réponse

L'article 8.1 de la notification permet l'imposition de mesures provisoires pendant une période maximale "de six mois, à moins que le Comité ne juge approprié de prolonger la période d'application". Le Comité reconnaît que cette disposition autorise l'imposition de mesures provisoires pendant une période plus longue que celle qui est permise aux termes de l'article 7.4 de l'Accord antidumping et de l'article 17.4 de l'Accord sur les subventions. Toutefois, en attendant l'adoption de la nouvelle législation, le gouvernement veillera, en recourant à son pouvoir administratif discrétionnaire, à ce que l'article 8.1 soit interprété conformément aux dispositions pertinentes des deux accords. Nous notons que la durée des mesures provisoires peut être prolongée dans les affaires mettant en cause des pays qui ne sont pas Membres de l'OMC.

La nouvelle législation reprendra pour les mesures provisoires les mêmes périodes d'application que celles qui sont prescrites dans les deux Accords de l'OMC.

Détermination des mesures (articles 8.2 et 8.3)

(Australie - Question 11)

Réponse

Selon l'interprétation du Comité, l'article 8.3 permet soit l'imposition d'un droit spécial égal à la marge de dumping, soit l'imposition d'un droit spécial égal à la subvention nette (mais non les deux). En conséquence, le Comité estime que l'obligation prévue à l'article VI:5 du GATT de 1994 est pleinement respectée.

(Inde - Question 5)

Réponse

La règle du droit moindre que prévoient l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions ne semble pas obligatoire. En effet, dans les deux Accords, cette règle est nuancée par l'utilisation de l'expression "il est souhaitable". Néanmoins, la législation thaïlandaise applique la règle du droit moindre, qu'il s'agisse du texte notifié ou du projet de loi.

Engagements (article 9)

(Australie - Question 12)

Réponse

Oui, l'article 9.2 s'applique aussi aux engagements pris par les gouvernements. Le Comité d'examen se conformera pleinement à l'article 18.2 de l'Accord sur les subventions.

Anticontournement (article 12)

(Canada - Question 6, Japon - Question 2, Hong Kong - Question 4, Corée - Question 6, CE (Suppl. 1) - Question 12, Singapour - Question 6)

Réponse

En ce qui a trait à l'article 12 de la notification portant sur les mesures visant à éviter le contournement d'un droit spécial, il faut préciser que la notification a été rédigée avant la fin du Cycle d'Uruguay, au cours duquel ont eu lieu des négociations sur ce point particulier. Quoi qu'il en soit, le Comité n'a jamais eu recours à l'article 12 de la notification.

Comme la Thaïlande a déjà ratifié les Accords de l'OMC, elle s'est engagée à respecter pleinement l'obligation qui lui incombe au titre de l'article 18.1 de l'Accord de ne prendre aucune mesure particulière contre le dumping des exportations d'un autre Membre, si ce n'est conformément aux dispositions du GATT de 1994, tel qu'il est interprété par l'Accord antidumping.

Autres questions

Révision judiciaire

(Hong Kong - Question 2, CE (Suppl. 1) - Question 13)

Réponse

En Thaïlande, le Code civil prévoit que l'on peut s'adresser à la Cour civile pour qu'elle procède à une révision judiciaire des décisions d'imposer des droits spéciaux prises par le Comité ou par le Ministre.

La nouvelle législation inclut expressément l'article 13 de l'Accord antidumping et l'article 23 de l'Accord sur les subventions concernant la révision judiciaire.

Rapports des groupes spéciaux de l'ORD

(Canada - Question 8, Hong Kong - Question 3)

Réponse

La mise en oeuvre des rapports des groupes spéciaux par la Thaïlande s'effectuera conformément aux droits et obligations de celle-ci en vertu des Accords de l'OMC. Au besoin, la Thaïlande mettra en oeuvre lesdits rapports en révisant les lois et réglementations existantes ou en faisant adopter une nouvelle législation.